

<http://ugtg.org/spip.php?article263>



# UTED-UGTG : Santé a Pèp Gwadeloup an danjé

- Actualité -



Date de mise en lignemercredi 26 juillet 2006

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

À part la vie il n'y a pas de valeur plus précieuse que la santé. En Guadeloupe, aujourd'hui, on ne peut pas affirmer que la santé soit sérieusement prise en compte par le Conseil Général et l'État qui ont la responsabilité de la politique sanitaire et sociale An Péyi Gwadeloup. Il ne s'agit pas d'un droit aux soins, mais bien du droit universel à la santé, pour tous les humains.

Il est de notre mission UTED-UGTG de dénoncer cette irresponsabilité. Il est du devoir de tous les gwadeloupéens de s'engager dans le combat pou défann santé a Pèp Gwadeloup.

Depuis le 1er janvier 2006, dans le cadre des transferts de compétences, l'état français, sous le diktat de la communauté européenne, se désengage de ses missions de santé publique tout en conservant la stratégie nationale de santé. Il confie l'exécution à des opérateurs publics et privés. Ces réformes répondent à des raisons bassement d'équilibre budgétaire.

## Santé a nonm é fanm vini on komès, on machandiz.



En France comme en Guadeloupe, c'est un véritable recul du droit à la santé pour tous. Ces directions que nous impose l'Europe et qui est mis en oeuvre par le gouvernement français ne sont pas sans conséquences graves pou santé a Pèp Gwadeloup.

En Guadeloupe, nous étions déjà victimes d'un retard historique pour les maladies spécifiques aux pays tropicaux qui n'ont jamais été une priorité pour la France. Depuis une dizaine d'années, notre situation s'aggrave avec le manque de matériel, de personnel, de médecins, d'infrastructures modernes. Elle est devenue chronique avec le déficit de 26 millions d'euros organisé par l'actuelle direction du CHU. Le Centre Hospitalier de Pointe-à-Pitre/Abymes perdra son caractère universitaire avec le départ des professionnels faute de moyens, d'investissements, de politique ambitieuse. C'est tout le sens du combat mené depuis le 06 juin 2006 par nos camarades de l'UTS-UGTG.

Depuis le 1er janvier 2006 nous sommes dans une situation apocalyptique avec l'inconscience du Conseil Général qui, dans la redistribution des missions, a renvoyé à l'État ses prestations de proximité, sans mesurer toutes les conséquences pour les plus démunis.

**Il est prévu que :**

" la vaccination soit assurée par l'Institut Pasteur, l'Hôpital de Saint-Martin, le Centre Sainte-Geneviève, l'Association Saint-Vincent de Paul,

" la lèpre, la tuberculose, les maladies sexuellement transmissibles par le CHU de PAP, le GHGI de Basse-Terre, l'Hôpital de Saint-Martin, l'Association Liaisons Dangereuses de Saint-Martin.

**Jodi jou, yo pon yonn poko paré.**



Les vaccinations, acte médical indispensable pour garantir une bonne santé publique, ne sont plus assurées dans les services de proximité, « les dispensaires » qui couvrent plus de 60% de ces actes. Désormais, cette prestation est décentralisée au profit de structures en région pointoise ou basse-terrienne.

Les conséquences sont inquiétantes, puisque la grande majorité des personnes à vacciner ont des moyens modestes. S'ils ne peuvent pas acheter et payer leur vaccin chez leur médecin traitant, ou ne peuvent pas se rendre à Pointe-à-Pitre ou à Basse-Terre pas du tout desservie par les transports en commun, ils ne se vaccinent pas, d'où le retour, statistiquement constaté, de vieilles maladies, jadis disparues.

## **Eskè tou sa ki désidé an Fwans toujou bon pou Gwadeloup ? NOU KA DI AWA.**

Une telle organisation, répondra-t-elle aux difficultés socio-économique et géographique du pays ?

Taux de chômage élevé, population très jeune, précarité ? Non.

Le Ministère de la Santé a-t-il tenu compte des réalités de la Guadeloupe ? Immigration importante, transport inadéquat, coût de la vie ? Non.

Le désengagement de l'État ne peut que conduire à la dégradation de la santé publique en Guadeloupe. L'État sera responsable des épidémies qui surviendront dans les mois à venir dans le pays. Le Conseil Général sera coupable de cette dégradation de la santé du Pèp Gwadeloup.

L'UTED-UGTG est favorable à plus de pouvoir aux collectivités guadeloupéennes, avec les moyens financiers nécessaires, mais surtout avec des élus responsables, qui ont le courage politique, qui n'ont pas peur de déplaire à l'état français, lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts du Peuple Guadeloupéen.

**L'UTED-UGTG KA DI PEP GWADLOUP RÉTÉ VÉYATIF...**

**RÉTÉ DOUBOUT, SANTÉ PA TINNI PWI. !**

PAP, le 26/07/06

UTED-UGTG